

## **Déclaration liminaire**

Monsieur le président,

Cette CAP se tient dans un contexte très particulier. Le gouvernement, notre ministère et les serviteurs zélés que vous êtes avez décidé d'organiser la casse de notre réseau.

Vous avez beau vendre des promesses mensongères et vanter les mérites d'une réorganisation faite pour le bien de toutes et tous, la pilule ne passe pas.

Vous avez réussi l'exploit de donner une image de notre administration plus apte à naviguer à vue pour des économies qu'à établir des perspectives crédibles et justes pour un meilleur service public. En collaborant avec tant de zèle à cette «réforme», vous sciez vous même la branche sur laquelle vous êtes confortablement assis.

Tous les jours un nouveau projet, une nouvelle idée, un mensonge supplémentaire. La colère des élus semble davantage guider vos choix que la réelle étude d'une dimension humaine du service public à hauteur de la réalité des besoins des territoires.

Comptez sur nous pour dire la vérité et organiser avec les élus et les citoyens la bataille qu'il faut. Comptez sur nous pour démonter ce mensonge d'Etat de la géographie revisitée.

Oui nous employons sciemment le terme mensonge d'Etat auquel nous pouvons joindre le terme de mensonge local.

Mensonges M. le président quand vous affirmez avec M. le directeur et l'ensemble de l'encadrement que tout ira bien, qu'aucun agent ne souffrira de ces réorganisations...

Mensonges M. le président quand vous affirmez avec M. le directeur et l'ensemble de l'encadrement que tout ira bien pour le service public dans le territoire, vendant des permanences hypothétiques en lieu et place de services de pleines compétences,

Mensonges M. le président quand vous affirmez avec M. le directeur et l'ensemble de l'encadrement que tout ira bien pour les plus fragiles de ce pays.

Vous fabriquez une administration dont rêvent les libéraux, déshumanisée, déstructurée et réduite à son expression la plus congrue.

Mais tout cela, vous commencez à l'entrevoir, ne se fera pas contre les personnels, les élus et les citoyens de ce pays.

Vous n'avez l'assentiment ni des collègues, ni des élus ni des citoyens. Vous n'avez l'appui que des technocrates renfermés sur eux mêmes à Bercy et des tenants du dogmatisme «anti Etat» de ce pays. Ce sont les mêmes qui privatisent les aéroports, vendent les barrages, démantèlent le transport ferroviaire et détruisent le service public de l'énergie.

Vous ne pouvez pas avec l'ensemble de l'encadrement ne pas vous apercevoir de la supercherie du plan Darmanin...vous avez fait un choix ... un choix conscient de la destruction de notre belle administration et de son réseau souvent vanté pour son efficacité.

Mais vous vous trompez si vous comptez sur la division des personnels ou des organisations syndicales pour arriver à vos fins sans encombre ...vous nous trouverez toujours en travers de votre route à commencer par le 14 novembre !!!

De nouvelles assignations au tribunal n'impressionneront pas les agents qui continueront à se mobiliser !

Aujourd'hui, nous siégeons en face de vous et nous le faisons dans le seul intérêt de la défense individuelle et collective des personnels. Si le besoin en était, la réunion qui s'est tenue à votre initiative sur les premières affectations des contrôleurs stagiaires a confirmé votre conception du dialogue social en refusant la tenue d'une CAPL.

Votre objectif est à l'opposé du notre...nous voulons un meilleur service public quand vous le cassez, nous voulons une qualité accrue du contrôle pour une meilleure justice fiscale et vous détruisez les compétences, nous voulons un cadre de travail et de vie amélioré quand vous portez la mécanisation du travail et l'inquiétude sur l'avenir.

Concernant la CAPL de ce jour, préparatoire à la confection de la liste d'aptitude de C en B, nous déplorons **le niveau très bas de la promotion interne depuis plusieurs années**. Les concours interne normal et interne spécial de contrôleurs restent très sélectifs.

**La CGT se positionne contre la liste d'aptitude, elle revendique à la place, l'instauration d'un réel examen professionnel**, seul rempart possible contre l'arbitraire.

Dans l'immédiat, dans ce cadre imposé, la CGT revendique :

- l'établissement d'un rapport d'aptitude pour tous les postulant.es et non pour les seuls candidats classés «excellent»;
- une appréciation des critères de «parcours professionnel» et « d'aptitude à la mobilité » vus dans le cadre d'un examen de la «valeur professionnelle» qui n'écarte pas de candidats ayant un parcours spécifique comme les agents techniques;
- une plus grande transparence avec l'accès pour les élus, à tous les documents, notamment la fiche d'aide à la sélection prévue dans le guide, dès la consultation afin de préparer dans de bonnes conditions la défense des agents;
- l'abandon du système des potentialités qui limite la défense des agents en CAPN aux seuls agents présélectionnés par les directeurs locaux;
- le respect des dispositions statutaires limitant le nombre de recrutement pour les listes (2/5 des nominations par concours) ;

Nous constatons que le nombre de potentialités reste très faible. Pour l'ensemble de la région Occitanie, 37 potentialités seulement sont affichées.

**Avec 76 candidatures, la Haute-Garonne ne dispose que de 8 potentialités**. Cette situation risque d'engendrer des situations de découragement, de démotivation dans les services.

Pour notre département, **nous attirons à nouveau votre attention sur l'âge des candidats promouvables**. Depuis 4 ans, la DG considère que les agents de plus de 58 ans peuvent être sélectionnés et que le fait de pouvoir dérouler ou non une carrière suffisamment longue dans le nouveau grade n'est plus considéré comme un élément conditionnant une promotion au grade supérieur. Vous avez constaté que les collègues potentiellement concernés par cette disposition sont nombreux en Haute-Garonne.

Nous le verrons dans le cadre de l'examen des dossiers.

Malgré un contexte particulièrement difficile, nous espérons que cette CAPL jouera pleinement son rôle.